

*Questions orales*

tir chez nous. Nous ne saurions en blâmer ni le ministre des Finances ni le gouvernement, car nous avons abattu de la si bonne besogne qu'il y a plus de gens désireux d'investir chez nous qu'il y en a qui désirent retirer leur argent.

L'ennui, c'est que la valeur du dollar canadien augmente. Il n'y a pas grand-chose que nous puissions faire pour rectifier cette situation.

J'aimerais ajouter à l'intention du député que nous annonçons aujourd'hui notre décision d'accélérer encore l'élimination des droits à la demande du secteur privé. Nous allons procéder à une deuxième accélération de la réduction des droits sur plus de deux milliards de dollars de produits, pour faire suite à celle que nous avons décidée l'année dernière, ce qui démontre encore une fois le succès de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis.

\* \* \*

**LES DROITS DE LA PERSONNE**

**M. Dan Heap (Trinity—Spadina):** Ma question s'adresse à la ministre de la Justice.

Le président de la Commission des droits de la personne, M. Max Yalden, a dit que le nombre des plaintes adressées à ses services avait augmenté de 10 p. 100 l'an dernier. Il s'est dit inquiet des incidents racistes qui se sont produits dans diverses parties du pays, où l'on a par exemple foulé des drapeaux aux pieds ou profané des tombes.

Je voudrais que la ministre de la Justice nous dise quand elle va enfin présenter à la Chambre les importantes modifications à la Loi sur les droits de la personne qu'elle a promises?

**L'hon. Kim Campbell (ministre de la Justice et procureur général du Canada):** Monsieur le Président, j'espère les présenter au cours de l'année. Je regrette de ne pas pouvoir le faire dès maintenant. C'est simplement parce que le ministère de la Justice est débordé de travail avec les autres dossiers à mener de l'avant.

Il s'agit d'une révision très complète, et j'espère pouvoir présenter les modifications à la Chambre au cours de l'année.

**M. Dan Heap (Trinity—Spadina):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse à la ministre suppléante des Affaires indiennes et du Nord canadien.

D'après le *Globe and Mail*, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a rejeté hier l'invitation de M. Yalden à créer une commission royale d'enquête sur les affaires autochtones.

La ministre suppléante pourrait-elle dire à la Chambre pourquoi le ministre rejette cette proposition et comment le gouvernement songe à s'attaquer à ce que M. Yalden appelle «la priorité numéro un de notre pays en matière de droits de la personne»?

**Mme Dorothy Dobbie (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur le Président, personne n'a rejeté quoi que ce soit concernant les affaires indiennes.

Le gouvernement s'est lancé dans un programme couronné de véritables succès pour s'attaquer à certains des problèmes non encore résolus.

Nous avons par exemple accompli de grands progrès sur la question des revendications territoriales en cours de règlement en Colombie-Britannique, malgré le jugement dont nous avons entendu parler il y a quelque temps. Nous avons l'intention de poursuivre quand même notre engagement à cet égard en collaboration avec les bandes indiennes de la région et en collaboration avec le gouvernement de la Colombie-Britannique.

Nous avons également un comité des chefs qui en est à l'étape finale des discussions sur la possibilité d'accélérer le traitement de certaines des revendications qui sont en suspens depuis de très nombreuses années. Nous croyons que nous pourrions faire progresser ce dossier très bientôt.

Nous venons de conclure un accord-cadre d'autonomie administrative avec la bande Westbank de Colombie-Britannique. Nous avons conclu de nombreux accords de modes optionnels de financement (MOF), dont un des plus récents donne à la bande de Lac La Ronge, en Saskatchewan, le pouvoir de gérer 54 millions de dollars et un autre concernait une bande de la Nouvelle-Écosse. Deux autres accords de MOF doivent être conclus la semaine prochaine avec des bandes du Manitoba.

\* \* \*

**LA PROSTITUTION**

**M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys):** Ma question s'adresse au premier ministre. Je voudrais savoir ce qu'il pense de la tragédie que vivent les jeunes qui sont contraints de s'adonner à la prostitution.

Nous connaissons l'opinion de la ministre de la Justice qui a commenté le rapport du Comité permanent de la